

July 22, 2022

Centre Pushing for Concessions

Progress made on certain issues, key matters remain outstanding.

On Tuesday July 19th and Friday July 22nd our Bargaining Team met with IDRC to continue negotiations for a new collective agreement.

The parties made progress concerning the issues of both maternity and parental leaves.

While our Team made proposals last month concerning wages, annual increases and bilingual bonus, the Centre has not yet responded to our economic proposals.

On Tuesday, the Centre again reiterated its desire in this round of negotiations to achieve a collective agreement providing the employer more 'flexibility' – including the ability in some cases to bypass qualified internal staff in favour of external applicants for jobs, making the PO Promotion process uniquely at management's discretion and the elimination of job security clauses for staff hired on external funding.

Our Team rejected these concessions. These issues get at the very heart of why we unionized in the first place. We are ready to bargain but are not interested in steps backwards. In fact, we are looking to expand opportunities and job security for union members at the Centre in this round of bargaining.

Overseas Staff and Overseas Opportunities

We indicated to the Centre that we will be looking to discuss terms and conditions of employment for overseas staff when we next meet. We are also interested in discussing with the Centre opportunities for staff to rotate on a voluntary basis between Ottawa and the regions.

Lastly, we notified management of issues related to 'remote work' contracts that staff are being asked to sign recently.

We will be meeting with the union's legal counsel over the next week to discuss potential legal action against IDRC for its changes to telework at the Centre.

We'll be sure to update as things progress. To find out more speak with a member of our Bargaining Team: Sean Burns, Madiha Ahmed and Mano Buckshi.



Public Service Alliance of Canada
Alliance de la Fonction publique du Canada

Le Centre fait pression pour obtenir des concessions

Des progrès ont été réalisés sur certains points, mais des questions clés restent en suspens.

Le mardi 19 juillet et le vendredi 22 juillet, notre équipe de négociation a rencontré le CRDI afin de poursuivre les négociations en vue d'une nouvelle convention collective.

Les parties ont progressé sur les questions des congés de maternité et des congés parentaux.

Bien que notre équipe ait fait des propositions le mois dernier concernant les salaires, les augmentations annuelles et la prime au bilinguisme, le Centre n'a pas encore répondu à nos propositions économiques.

Mardi, le Centre a de nouveau réitéré son désir d'obtenir une convention collective offrant à l'employeur une plus grande « flexibilité » y compris la possibilité, dans certains cas, d'écarter le personnel interne qualifié en faveur de candidats externes pour des postes, de rendre le processus de promotion des agents de programme uniquement à la discrétion de la direction et d'éliminer les clauses de sécurité d'emploi pour le personnel embauché sur des fonds externes.

Notre équipe a rejeté ces concessions. Ces questions sont au cœur même de la raison pour laquelle nous nous sommes syndiqués en premier lieu. Nous sommes prêts à négocier, mais nous ne sommes pas intéressés à faire des pas en arrière. En fait, nous cherchons à accroître les possibilités et la sécurité d'emploi des membres du syndicat au Centre au cours de cette ronde de négociations.

Personnel outre-mer et possibilités outre-mer

Nous avons indiqué au Centre que nous chercherons à discuter des conditions d'emploi du personnel outre-mer lors de notre prochaine rencontre. Nous souhaitons également discuter avec le Centre des possibilités de rotation du personnel entre Ottawa et les régions, sur une base volontaire.

Enfin, nous avons informé la direction des problèmes liés aux contrats de « travail à distance » que le personnel est invité à signer récemment.

Nous rencontrerons les conseillers juridiques du syndicat la semaine prochaine afin de discuter d'une éventuelle action en justice contre le CRDI pour les changements apportés au télétravail au Centre.

Nous vous tiendrons au courant de l'évolution de la situation. Pour en savoir plus, adressez-vous à un membre de notre équipe de négociation : Sean Burns, Madiha Ahmed et Mano Buckshi.

